



**Audit – Bureau de Paris**  
16 rue de Monceau

75008 PARIS

T : +33 (0)1 47 27 70 43

[www.bakertilly.fr](http://www.bakertilly.fr)

**ASSOCIATION DIOCESAINE DE PARIS**

Siège social : 10, rue du Cloître Notre Dame  
75004 PARIS

SIREN : 784 313 116

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.  
Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



---

**ASSOCIATION DIOCESAINE DE PARIS**

Siège social : 10, rue du Cloître Notre Dame  
75004 PARIS

SIREN : 784 313 116

---

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Monseigneur, Pères, Mesdames, Messieurs,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Diocésaine De Paris relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.



### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Conseil d'Administration.

### Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

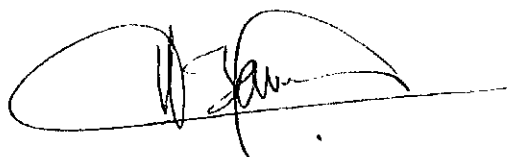


En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 2 juin 2026

Le Commissaire aux Comptes  
Baker Tilly STREGO

A handwritten signature in black ink, appearing to read "C. Baud", with a long horizontal line extending to the right.

Cyrille BAUD



## **ASSOCIATION DIOCÉSAINE DE PARIS**

---

-----

## **COMPTES INTÉGRÉS 2025**

## INTÉGRATION DES COMPTES - ANNÉE 2025 - PÉRIMÈTRE

L'ensemble des entités ci-dessous référencées représente la quasi-totalité des opérations conduites à l'intérieur de l'ADP, n'ont pas été intégrées notamment les communautés étrangères.

Support juridique	Désignation	Conso Dossier N°
ADP	Services Centraux ADP - Curie	1
ADP	Diaconat Permanent	2
ADP	Vicariat de la Solidarité	3
ADP	Commission Diocésaine d'Art Sacré	4
ADP	Pèlerinages	5
ADP	Service Historiographique du Diocèse et Promotorat de la Cause des Saints	6
ADP	Pastorale des Funérailles	7
ADP	Secrétariat Pastoral d'Études Politiques - SPEP	8
ADP	Pastorale Sacramentelle Liturgique et Art Floral	9
ADP	Service des Communautés étrangères - SCEPEE	10
ADP	Séminaire Diocésain	11
ADP	Formation Permanente des Prêtres	12
ADP	Catéchuménat des Adultes	13
ADP	Coopération Missionnaire	14
ADP	ZAP -Actifs/Retraites	15
ADP	Aumonerie des Forains	16
ADP	PEP	17
ADP	Officialité - 1ere instance	18
ADP	Œuvre des Vocations	19
ADP	Service pour les Professionnels de l'Information	20
ADP	Vicariat pour les personnes handicapées	21
ADP	Pôle Mission	22
ADP	Anima Mea	23
ADP	Ordre des vierges consacrées	24
ADP	Aumônerie des hôpitaux de Paris	25
ADP	Mission Ananie	26
ADP	Pastorale Jeunes Adultes	27
PAROISSES	116 CRF PAROISSES - BASILIQUES - CHAPELLES - COMMUNAUTES	28
AGME	Association de Gestion de la Maison Épiscopale - AGME	29

En 2025, la Pastorale des Jeunes Adultes a été intégrée aux comptes de l'ADP.

# **ASSOCIATION DIOCÉSAINE DE PARIS**

-----

## **BILAN COMPTES INTÉGRÉS 2025**



## BILAN ACTIF

ACTIF	ANNÉE 2025			ANNÉE 2024	VARIATIONS
	Valeur brute au 31/12/25	Amortissements ou provisions cumulés à fin 2025	Valeur nette au 31/12/25	Valeur nette au 31/12/24	2025 vs 2024
Frais d'établissement					
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
Frais de développement					-
Donations temporaires d'usufruit					-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 519 930	1 460 646	59 284	133 851	74 567
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes					
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>					
Terrains	8 199 026	-	8 199 026	7 838 770	360 256
Constructions	275 608 066	166 454 457	109 153 609	109 860 079	706 470
Installations techniques, matériel et outillage industriels	19 739 521	14 495 478	5 244 043	4 018 144	1 225 900
Immobilisations en cours, avances et acomptes	3 323 004	-	3 323 004	6 177 368	2 854 364
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>306 869 618</b>	<b>180 949 935</b>	<b>125 919 683</b>	<b>127 894 361</b>	<b>1 974 678</b>
<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>	<b>17 937 139</b>	<b>-</b>	<b>17 937 139</b>	<b>16 038 828</b>	<b>1 898 310</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>					
Participations	21 925 321	831 214	21 094 107	21 094 107	-
Créances rattachées à des participations					-
Autres titres immobilisés	186 653 496	2 150 400	184 503 096	182 196 389	2 306 707
Prêts	2 457 683	-	2 457 683	3 114 603	656 921
Autres immobilisations financières	58 475	-	58 475	43 910	14 565
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>211 094 975</b>	<b>2 981 614</b>	<b>208 113 361</b>	<b>206 449 009</b>	<b>1 664 351</b>
<b>TOTAL I</b>	<b>537 421 662</b>	<b>185 392 196</b>	<b>352 029 466</b>	<b>350 516 050</b>	<b>1 513 416</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					
<b>CREANCES</b>					
Créances clients, usagers et comptes rattachés	183 901	34 787	149 114	139 854	9 261
Créances reçues par legs ou donations	35 595 716	-	35 595 716	47 317 914	11 722 199
Autres	10 247 241	14 305	10 232 936	9 684 762	548 174
Charges constatées d'avance	1 046 444	-	1 046 444	1 040 561	5 883
<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>47 073 302</b>	<b>49 092</b>	<b>47 024 210</b>	<b>58 183 080</b>	<b>11 164 764</b>
<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>					
Instruments financiers à terme et jetons détenus	20 046 929	-	20 046 929	17 088 410	2 958 519
Disponibilités	18 324 961	-	18 324 961	17 557 271	767 690
<b>TOTAL DE LA TRESORERIE</b>	<b>38 371 889</b>	<b>-</b>	<b>38 371 889</b>	<b>34 645 681</b>	<b>3 726 208</b>
<b>TOTAL II</b>	<b>85 445 191</b>	<b>49 092</b>	<b>85 396 099</b>	<b>92 828 771</b>	<b>7 432 672</b>
Frais d'émission des emprunts					
Primes de remboursement des emprunts					
Ecart de conversion et différences d'évaluation d'actif					
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>622 866 853</b>	<b>185 441 288</b>	<b>437 425 565</b>	<b>443 344 821</b>	<b>5 919 286</b>



## BILAN PASSIF

PASSIF	ANNÉE 2025	ANNÉE 2024	Variations
<b>FONDS PROPRES</b>			
Fonds propres sans droit de reprise	85 471 468	85 471 468	-
Fonds propres avec droit de reprise	1 600 000	1 600 000	-
Ecart de réévaluation			-
<b>RÉSERVES</b>			
Réserves statutaires ou contractuelles			-
Réserves pour projet de l'entité			-
Autres réserves	190 666 602	192 755 157	2 088 555
Report à Nouveau	38 575 139	41 424 425	2 849 286
Excédent ou déficit de l'exercice	4 436 132	4 937 840	9 373 973
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>320 749 342</b>	<b>316 313 210</b>	<b>4 436 132</b>
Fonds propres consommables			-
Subvention d'investissement	9 160 425	9 350 336	189 910
Provisions réglementées			-
<b>TOTAL I</b>	<b>329 909 767</b>	<b>325 663 545</b>	<b>4 246 222</b>
<b>FONDS REPORTES ET DÉDIÉS</b>			
Fonds reportés liés aux legs ou donations	31 015 476	40 262 307	9 246 831
Fonds dédiés	23 582 265	25 561 010	1 978 745
<b>TOTAL II</b>	<b>54 597 741</b>	<b>65 823 317</b>	<b>11 225 576</b>
<b>PROVISIONS</b>			
Provisions pour risques	548 538	484 179	64 359
Provisions pour charges	565 275	605 858	40 583
<b>TOTAL III</b>	<b>1 113 813</b>	<b>1 090 037</b>	<b>23 776</b>
<b>DETTES</b>			
Emprunts obligataires et assimilés			-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		139 697	139 697
Emprunts et dettes financières diverses	160 349	58 513	101 836
Instruments financiers à terme			-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 518 409	4 429 139	89 269
Dettes des legs ou donations	21 368 869	21 890 493	521 624
Dettes fiscales et sociales	5 891 506	5 799 236	92 270
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	198 948	177 283	21 665
Autres dettes	19 379 995	17 901 747	1 478 247
Produits constatés d'avance	286 170	371 803	85 633
<b>TOTAL IV</b>	<b>51 804 245</b>	<b>50 767 922</b>	<b>1 036 322</b>
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif			-
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>437 425 565</b>	<b>443 344 821</b>	<b>5 918 256</b>

## **ASSOCIATION DIOCÉSAINE DE PARIS**

-----

### **COMPTE de RÉSULTAT COMPTES INTÉGRÉS 2025**

	ANNÉE 2025	ANNÉE 2024	2025 vs 2024
<b>I - PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
I.1 - COTISATIONS			
I.2 - VENTES DE BIENS ET SERVICES	12 857 217	10 520 756	2 336 460
I.21 - Ventes de biens			0
I.22 - Ventes de prestations de services	12 857 217	10 520 756	2 336 460
I.3 - PRODUITS DE TIERS FINANCEURS	83 804 749	71 397 698	12 407 051
I.31 - Concours publics et subventions d'exploitation	230 837	0	230 837
I.32 - Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
I.33 - Ressources liées à la générosité du public	80 819 153	69 475 194	11 343 959
I.331 - Dons manuels	65 492 884	51 907 022	3 585 862
I.332 - Mécénats	0	12 000	-12 000
I.333 - Legs, donations et assurances vie	25 326 269	17 566 172	7 770 117
I.34 - Contributions financières	2 754 759	1 922 504	832 254
I.4 - REPRISES SUR AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS	318 154	242 670	75 485
I.5 - PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	487 851	0	487 851
I.6 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES	6 726 926	4 124 588	2 602 338
I.7 - AUTRES PRODUITS	15 960 515	13 360 835	2 599 680
<b>TOTAL I</b>	<b>120 165 412</b>	<b>99 646 546</b>	<b>20 508 866</b>
<b>II - CHARGES D'EXPLOITATION</b>			
II.1 - ACHATS NON STOCKES DE MATIERES ET FOURNITURES	13 131 361	10 801 387	2 329 994
II.2 - AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	28 927 777	23 667 610	5 260 167
II.3 - AIDES FINANCIERES	14 575 078	12 156 618	2 418 461
II.4 - IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	2 257 849	2 709 210	-451 361
II.5 - SALAIRES	31 585 518	33 213 493	-1 627 975
II.6 - COTISATIONS SOCIALES	11 860 595	11 799 204	61 391
II.7 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS	10 825 173	10 671 984	153 189
II.8 - DOTATIONS AUX PROVISIONS	331 931	228 151	103 780
II.9 - VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES CEDEES	818 629	0	818 629
II.10 - REPORTS EN FONDS DEDIES	5 023 501	5 682 456	-658 955
II.11 - AUTRES CHARGES	484 467	415 767	68 700
<b>TOTAL II</b>	<b>119 821 878</b>	<b>111 345 858</b>	<b>8 476 020</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>333 534</b>	<b>-11 699 312</b>	<b>12 032 846</b>



	ANNÉE 2025	ANNÉE 2024	2025 vs 2024
<b>III - PRODUITS FINANCIERS</b>			
De participations	346 872	1 089 668	-742 795
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	5 074 566	5 502 577	-428 010
Autres intérêts et produits assimilés	28	964	-936
Reprises sur dépréciations et provisions	685 073	1 892 789	-1 207 716
Différences positives de change	6	9 911	-9 905
Produit des immobilisations financières cédées	0	5 858 727	-5 858 727
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	11 178 566	247 696	10 930 870
<b>TOTAL III</b>	<b>17 285 111</b>	<b>14 602 331</b>	<b>2 682 780</b>
<b>IV. CHARGES FINANCIÈRES</b>			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	387 533	916 353	-528 820
Intérêts et charges assimilés	626 207	857 019	-230 812
Différences négatives de change	19 280	14 962	4 318
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	11 352 532	5 841 630	5 510 902
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	0	18 378	-18 378
<b>TOTAL IV</b>	<b>12 385 552</b>	<b>7 648 342</b>	<b>4 737 211</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER</b>	<b>4 899 559</b>	<b>6 953 989</b>	<b>-2 054 431</b>
<b>3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)</b>	<b>5 233 093</b>	<b>-4 745 323</b>	<b>9 978 416</b>
<b>V - PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>0</b>	<b>1 761 641</b>	<b>-1 761 641</b>
<b>VI. CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>8 481</b>	<b>1 071 608</b>	<b>-1 063 027</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-8 481</b>	<b>680 033</b>	<b>-688 514</b>
<b>VII. IMPOT SUR LES BENEFICES</b>	<b>768 479</b>	<b>872 551</b>	<b>-84 072</b>
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>137 440 523</b>	<b>116 000 418</b>	<b>21 440 105</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>133 004 381</b>	<b>120 838 259</b>	<b>12 066 132</b>
<b>EXCÉDENT OU DEFICIT</b>	<b>4 436 132</b>	<b>-4 937 840</b>	<b>9 373 973</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature	300	0	
Prestations en nature	170 618	201 185	
Bénévolat	0	0	
<b>TOTAL</b>	<b>170 918</b>	<b>201 185</b>	<b>-30 267</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature	0	0	
Mises à disposition gratuite de biens	300	0	
Prestations en nature	170 618	201 185	
Personnel bénévole	0	0	
<b>TOTAL</b>	<b>170 918</b>	<b>201 185</b>	<b>-30 267</b>



## **ASSOCIATION DIOCÉSAINE DE PARIS**

-----

### **ANNEXE COMPTES INTÉGRÉS 2025**

Le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2025, dont le total est de 437 425 565 €, et le compte de résultat, dont le total des produits est de 137 440 523 €, dégagent un excédent comptable de 4 436 132 € après impôt sociétés.

L'exercice d'une durée de 12 mois couvre la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Les notes et les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Seules les informations présentant un caractère significatif sont produites, et résumées dans le sommaire joint.

L'annexe est présentée en 5 parties, à savoir :

- Cadre général,
- Principes, règles et méthodes d'évaluation,
- Notes sur le bilan,
- Notes sur le compte de résultat,
- Autres informations.

## 1- CADRE GÉNÉRAL

### 1.1- Présentation de l'Association

#### 1.1.1- Objet

L'Association Diocésaine de Paris (ADP) est une association conforme à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et à la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État, ayant son siège social à Paris 4<sup>ème</sup>, 10 rue du Cloître Notre-Dame.

L'ADP couvre un ensemble de « services » de l'Église Catholique à Paris tant pastoraux qu'administratifs, en particulier des services de conduite du diocèse, des paroisses de Paris, chapelles, sanctuaires et des églises, des services centraux diocésains pastoraux, économiques et administratifs.

L'association a pour objet :

- d'acquérir ou de louer et d'administrer les édifices qu'elle jugera opportun d'avoir à sa disposition en vue de l'exercice public du culte catholique dans le diocèse,
- d'acquérir ou de louer et d'administrer les immeubles destinés au logement de l'Évêque, des bureaux de l'Évêché, des curés et des vicaires, des prêtres infirmes ou âgés,
- de pourvoir au traitement d'activité et de retraite des ecclésiastiques membres du clergé diocésain, et aussi d'autres qui exercent le ministère par une nomination de la part de l'autorité diocésaine, ainsi qu'aux honoraires dus aux prédicateurs et aux salaires des employés d'Église,
- d'acquérir ou de louer et d'administrer au temporel un grand séminaire et ses annexes.

L'ADP est présidée, de droit, par l'archevêque Monseigneur Ulrich.

#### 1.1.2- Ressources

Les ressources de l'association comprennent notamment :

- les produits des tronc ainsi que des quêtes et collectes autorisées pour les besoins de l'association,
- les rétributions ou offrandes notamment à l'occasion des cérémonies et services religieux,
- les produits des dons, des donations et des legs,
- les revenus des biens meubles ou immeubles,
- les revenus des actifs financiers de l'association.

### 1.2- Périmètre d'intégration

Le périmètre concerné par ces comptes annuels se définit par l'intégration des pôles suivants :

- Paroisses : 116 Paroisses, Basiliques, et Chapelles
- Services Pastoraux : 26 Services
- Services Centraux
- Association de Gestion de la Maison Épiscopale

Ce périmètre 2025 recouvre les entités du périmètre 2024 complété du nouveau service diocésain de la Pastorale des Jeunes Adultes.

Les entités du périmètre précisées sont annexées (cf. annexe 1).

### 1.3- Comptes réciproques

Les opérations effectuées entre structures comprises dans le périmètre sont neutralisées. Les comptes réciproques actifs et passifs, charges et produits sont éliminés. Il en est ainsi par exemple, pour :

- Les Participations versées au Diocèse
- La Contribution Volontaire de Solidarité (CVS)
- Les Comptes de Dépôt au Diocèse
- Les Sous-traitances diverses (Internet, photocopieurs, bornes, la communication)
- Les Dons Barnabé
- Les subventions du Diocèse au Propriétaire Canonique
- Les Rétrocessions Contractuelles (Rémunération Compte de dépôt)

### 1.4- Événements significatifs

L'exercice 2025 aura été marqué par différents événements :

- Une 1<sup>ère</sup> année complète pour la Cathédrale Notre Dame de Paris suite à sa réouverture le 08 décembre 2024
- L'acceptation d'un legs exceptionnel en décembre 2024 pour un actif net successoral de 23.709.514 euros dont 13,4 M€ ont été perçus sur l'année 2025
- Le Jubilé de Rome qui s'est déroulé du 28 juillet au 03 août 2025
- La mise en application des règlements ANC n°2022-06 et 2023-03 au 01 janvier 2025. Ces règlements redéfinissent le résultat exceptionnel, actent la suppression des transferts de charges et présentent une évolution de la présentation des états financiers

### 1.5- Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement post-clôture significatif n'est à mentionner.

## 2- RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

### 2.1- Généralités

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions résultant des règlements ANC n° 2014-03, ANC n°2018-06 et ANC n°2020-08, modifiés par les règlements ANC n° 2022-06 du 04/11/2022 et complété par le règlement ANC n°2023-03 du 07/07/2023, relatif à la modernisation des états financiers des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,



- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre, à l'exception des incidences de la première application de l'ANC 2022-06 et 2023-03
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## 2.2- Changement de méthode comptable et de présentation

À compter du 01/01/2025, les comptes sont établis en application des nouveaux règlements ANC n°2022-06 et 2023-03.

	2024	2025 sans application ANC 2022-06 et 2023-03	2025 avec application ANC 2022-06 et 2023-03
<b>Produits d'exploitation :</b>			
Ventes de prestations de services - récup impôts et taxes (708)			98 759
Concours publics et subv - QP subv virées au résultat (747)			230 837
Contributions financières (755)	1 922 504	2 654 759	2 754 759
Produits cessions des immobilisations corporelles (757)			487 851
Autres produits - Indemnités et autres produits (758)	130 462	108 869	338 920
Autres produits - Remboursements d'assurances (7587)			647 323
Autres produits - Transferts de charges d'exploitation (791)	2 214 056	2 730 286	
<b>Charges d'exploitation :</b>			
Aides financières - Subvention propriétaire canonique (657)			3 214
Aides financières - Bamabés versés (657)			-
Salaires - Remboursement de charges (649)			1 984 204
Dotations aux amortissements et provisions (681)	10 671 984	10 818 567	10 825 173
Valeurs comptables des immobilisations incorp et corp cédées (652)			818 629
Autres charges - Pénalités et autres charges (658)	287 779	384 047	474 503
<b>Produits financiers :</b>			
Produits des immobilisations financières cédées (7756)	5 858 727	11 171 722	
Produits nets sur cession de VMP et instruments de trésorerie (767)	247 696	6 844	11 178 566
<b>Charges financières :</b>			
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées (6756-667)	5 841 630	11 352 532	11 352 532
Charges nets sur cession de VMP et instruments de trésorerie (667)	18 378	-	
<b>Produits exceptionnels :</b>			
Produits divers de gestion courante	862 031,99	230 051	
Dons exceptionnels-Associations	288 939,66	100 000	
QP subv invest virée au compte de résultat	445 743,66	230 837	
Produits cessions des immobilisations corporelles	22 000,00	487 851	
Produits exceptionnels divers	57 845,87	-	
Reprises sur provisions pour dépréciations exceptionnelles	74 980,00	-	
<b>Charges exceptionnelles :</b>			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion & exercices antérieurs	626 317,30	98 937	8 481
Subvention propriétaire canonique	4 854,00	3 214	
Bamabé versés	385 000,00	-	
Valeur comptable des immobilisations corporelles cédées	40 837,97	818 629	
Dotations aux amortissements exceptionnels	14 498,49	6 606	

## 2.3- Changement de méthode d'estimation

Aucun changement de méthode d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

## 2.4- Faits générateurs pour de la comptabilisation des produits

### 2.4.1- Dons

Les dons sont comptabilisés en produits d'exploitation à la date de réception des fonds.



#### **2.4.2- Donations**

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

#### **2.4.3- Legs**

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date d'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de conditions suspensives. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de ces conditions. S'il s'agit d'un legs universel, sans héritiers réservataires, la date de comptabilisation sera, en général, la date d'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité. Pour les autres formes de legs (legs à titre universel ou legs particulier), la date retenue sera la date de demande de délivrance en justice ou la délivrance volontaire. La date d'entrée est leur valeur vénale à la date de l'effet générateur.

#### **2.4.4- Contrats d'assurance-vie**

Les biens reçus ayant la nature de contrat d'assurance-vie sont comptabilisés à la date de réception des fonds.

### **2.5- Immobilisations corporelles**

Les immobilisations sont évaluées à leurs coûts d'acquisitions, frais accessoires inclus.

Les immobilisations sont enregistrées dans les comptes appropriés, au fur et à mesure de leur entrée dans le patrimoine, sous réserve d'une valeur unitaire supérieure à 2.500 euros TTC.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les constructions sont réparties en trois composants :

- 50% Gros œuvre pour une durée d'amortissement sur 80 ans
- 20% Façades pour une durée d'amortissement sur 40 ans
- 30% Agencements pour une durée d'amortissement de 15 ans

Le matériel de bureau et informatique est amorti sur une durée de 5 ans, et 3 ans.

Le mobilier de bureau est amorti sur une durée de 10 ans.

### **2.6- Participations et autres titres immobilisés**

Le portefeuille est investi dans une série d'actifs : contrats de capitalisation (fonds euro et unités de compte), titres obligataires, OPCVM actions, obligations structurées, supports immobiliers (parts de SCI, SCPI, OPCI), parts de FCPI.

Les titres immobilisés détenus sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, frais accessoires inclus lorsque ceux-ci sont directement attribuables à l'opération.

Ces titres sont destinés à être conservés durablement et ne relèvent pas d'une gestion de trésorerie à court terme. L'association distingue, le cas échéant, les titres de participation et les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP), selon leur finalité économique et leur horizon de détention. Conformément aux règles d'évaluation applicables, l'association procède à chaque clôture à un examen individualisé de la valeur actuelle des titres immobilisés. Lorsque cette valeur apparaît durablement inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constatée afin de refléter cette perte de valeur, à l'exception des titres obligataires détenus jusqu'à leur échéance. Les reprises de dépréciation sont enregistrées uniquement en cas de disparition durable du risque ayant justifié la dépréciation initiale.

### **2.7- Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## 2.8- Valeurs mobilières de placement

Par ailleurs, des placements sont également réalisés avec un objectif à plus court terme avec des SICAV monétaires pour 2 959 202 € et des comptes à termes pour 17 087 727 €, soit un total de 20 046 929 € de valeurs mobilières de placement. Les instruments sont enregistrés à l'actif pour leur coût d'acquisition. Une dépréciation est constituée dès lors que leur valeur de réalisation à la clôture de l'exercice est inférieure au coût d'acquisition. Les plus-values sont comptabilisées au moment de leur réalisation.

## 2.9- Réserves et report à nouveau

Les comptes de réserves et report à nouveau reprennent l'ensemble des ressources propres de l'ensemble des entités du périmètre.

## 2.10- Fonds dédiés et fonds reportés

### **Fonds dédiés**

Les dons et/ou contributions financières « affectés » à des projets spécifiques comptabilisés en produits d'exploitation au cours de l'exercice donnent lieu au constat d'une charge, en « engagement à réaliser sur ressources affectées » pour la fraction non encore utilisée à la clôture de l'exercice, et conduisent ainsi à la constitution de fonds dédiés aux projets en question, au passif du bilan.

Ces fonds dédiés sont repris, au fur et à mesure de leur utilisation pour le financement des projets soutenus par l'Association. Cette reprise est effectuée pour un montant égal à celui enregistré dans les charges d'exploitation et figure dans la rubrique du compte de résultat « report des ressources non utilisées ».

En conséquence, le solde au bilan correspond, à la clôture de l'exercice, à la partie des ressources versées par les tiers financeurs qui n'a pas encore été utilisée.

Il s'agit dans la plupart des cas, de travaux qui ont été réalisés par les paroisses qui constituent le périmètre des comptes agrégés de l'Association Diocésaine de Paris.

### **Fonds reportés**

Pour les biens destinés à être vendus - La partie des ressources des legs et/ou donations constatée en produits d'exploitation au cours de l'exercice et qui n'est pas encore encaissée à la clôture de l'exercice, donne lieu au constat d'une charge, en « report en fonds reportés » et conduit ainsi à la constitution d'un fonds reporté lié aux legs et donations.

### **Fonds Donation Temporaire d'Usufruit**

Les donations temporaires d'usufruit sont inscrites au bilan en immobilisations incorporelles, à la date de signature de l'acte, avec une contrepartie au passif en fonds reportés. Elles sont amorties sur la durée de la donation.

Le compte de résultat n'est mouvementé que sur la base des revenus perçus, lesquels sont enregistrés en produits par nature sur l'exercice au cours duquel ils sont perçus.

L'association a choisi l'option proposée par le règlement ANC 2018-06, qui prévoit qu'au moment de la première application du règlement, les nouvelles règles ne s'appliquent qu'aux donations conclues à partir du 1er janvier 2020. Celles-ci permettent de ne pas comptabiliser à l'actif les donations d'usufruit conclues antérieurement à la date de la première application du règlement.

## 2.11- Provision pour risques et charges

Seuls les risques identifiés et rendus probables par un événement en cours à la clôture de l'exercice donnent lieu à la comptabilisation d'une provision.



### 3- NOTES SUR LE BILAN

#### 3.1- État des immobilisations et des amortissements

Actif Immobilisé	durée (années)	Mode amort.	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	3	linéaire	1 564 624	-	44 694	1 519 930
Terrains	na		7 838 770	360 256	-	8 199 026
Constructions : GO, façades, agencements	80-40-15	linéaire	195 630 115	4 486 557	1 112 996	199 003 678
Installations générales, aménagements	15	linéaire	78 348 997	6 978 016	1 234 576	84 092 437
Matériels de transports	10	linéaire	75 774	-	-	75 774
Matériels de bureau, informatique et mobilier	5-10	linéaire	11 597 481	964 876	386 657	12 175 701
Immobilisations en cours	na		6 177 368	5 531 396	8 385 760	3 323 004
Biens reçus par legs destinés à être cédés	na		16 038 828	10 567 598	8 669 288	17 937 139
Immobilisations financières	na		209 284 291	26 042 133	24 231 449	211 084 975
<b>TOTAL</b>			<b>526 556 249</b>	<b>54 930 832</b>	<b>44 065 419</b>	<b>537 421 662</b>

Amortissements et provisions	durée (années)	Mode amort.	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	3	linéaire	1 430 773	74 567	44 694	1 460 646
Constructions : GO, façades, agencements	80-40-15	linéaire	118 272 485	5 339 605	412 814	123 199 276
Installations générales, aménagements	15	linéaire	44 825 541	4 815 702	1 027 574	48 613 669
Matériels de transports	10	linéaire	50 958	8 298	-	59 255
Matériels de bureau, informatique et mobilier	5-10	linéaire	8 625 160	823 500	370 926	9 077 735
Immobilisations financières	na	na	2 835 282	387 533	241 200	2 981 614
<b>TOTAL</b>			<b>176 040 199</b>	<b>11 449 204</b>	<b>2 097 208</b>	<b>185 392 196</b>

#### 3.2- État des immobilisations financières

Immobilisations financières	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Participations et créances rattachées	21 925 321			21 925 321
Autres titres immobilisés	184 200 456	26 016 414	23 563 374	186 653 496
Prêts	3 114 603	7 144	664 065	2 457 683
Autres	43 910	18 575	4 010	58 475
<b>TOTAL</b>	<b>209 284 291</b>	<b>26 042 133</b>	<b>24 231 449</b>	<b>211 094 975</b>

Les titres de participations sont composés des titres suivants :

Titres de participations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Titres SCI RDR	16 763 900			16 763 900
Titres SCI 122 Rue de Grenelle	75 438			75 438
Titres SCI 4 Vavin	1 004 104			1 004 104
Titres SCI Reully 115	21 343			21 343
Titres ESH Le Foyer pour Tous	4 272			4 272
Titres SCI Valois-Saint-Honoré	4 039 390			4 039 390
Titres SA Monceau	16 800			16 800
Titres SCI 10 bd Raspail	74			74
<b>TOTAL</b>	<b>21 925 321</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>21 925 321</b>

Dépréciations des titres de part.	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Titres SCI RDR	543 150	-	-	543 150
Titres SCI 4 Vavin	288 064	-	-	288 064
<b>TOTAL</b>	<b>831 214</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>831 214</b>



Tableau réalisé en euros

(1) Capital - (2) Capitaux propres autres que le capital- (3) Quote-part du capital détenue (en pourcentage)  
(4) Valeur comptable brute des titres détenus - (5) Valeur comptable nette des titres détenus  
(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés - (7) Montants des cautions et avals donnés par l'entité  
(8) Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé - (9) Résultat du dernier exercice clos  
(10) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice - (11) Observations

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
<b>Total des filiales et des participations (A+B)</b>	<b>13 856 997</b>	<b>18 725 736</b>		<b>21 925 321</b>	<b>21 094 107</b>	-	-	<b>5 319 547</b>	<b>2 517 603</b>	<b>346 481</b>	
<b>- Filiales (détenues à + 50%) :</b>											
- SCI RDR	9 592 500	11 271 682	87,38%	16 763 900	16 220 750	-	-	1 615 923	388 829	-	
- SCI 122 Grenelle	76 200	2 193 087	99,00%	75 438	75 438	-	-	1 129 230	634 798	-	22 760
<b>Total des filiales (A)</b>	<b>9 668 700</b>	<b>13 464 769</b>		<b>16 839 338</b>	<b>16 296 188</b>	-	-	<b>2 745 153</b>	<b>1 023 627</b>	-	<b>22 760</b>
<b>- Participations (détenues entre 10% et 50%) :</b>											
- SCI Valois St Honoré	3 158	802 889	50,00%	4 039 390	4 039 390	-	-	1 088 487	806 047	360 000	
- SCI 4 Vavin	3 462 000	3 174 712	11,05%	1 004 104	716 040	-	-	291 155	155 848	8 800	
- Le Foyer pour Tous	nc	nc	0,85%	4 272	4 272	-	-	nc	nc	201	
- SCI 115 Reuilly	152 449	nc	0,34%	21 343	21 343	-	-	nc	nc	-	
- SAMonceau	570 690	1 283 366	0,05%	16 800	16 800	-	-	1 194 752	532 081	240	
- SCI 10 bd Raspail	nc	nc	0,00%	74	74	-	-	nc	nc	-	
<b>Total des participations (B)</b>	<b>4 188 297</b>	<b>5 260 967</b>		<b>5 085 983</b>	<b>4 797 919</b>	-	-	<b>2 874 394</b>	<b>1 493 976</b>	<b>369 240</b>	

Les titres immobilisés, orientés sur une gestion à long terme, comprennent :

- Les parts de SCPI pour un montant brut de 8.749.998 €, elles font l'objet d'une dépréciation au 31 décembre 2025 d'un montant de 2.133.539 €, soit un montant net de SCPI à 6.102.283 €
- Les obligations françaises pour un montant de 10.814.354 €, les obligations étrangères pour un montant de 7.500.770 € et les autres produits structurés pour un montant de 2.000.000,00 €
- Les fonds obligataires pour 20.030.613 €
- Les fonds de placement pour un montant de 88.549.793 €
- Les bons de capitalisation et intérêts courus pour un montant de 49.522.145 €
- D'autres immobilisations financières pour 58.475 €
- Les prêts à diverses entités dont notamment le prêt à l'Association Paroissiale Saint Honoré d'Eylau pour 2.446.380 €.

Au 31 décembre 2025, la plus-value latente sur les titres immobilisés s'élève à 28.447.540 €.

<b>Autres titres immobilisés</b>	<b>A l'ouverture</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>A la clôture</b>
Actions	-	-	-	-
Obligations	29 308 139	-	10 993 015	18 315 124
Fonds obligataires	18 034 248	1 996 365	-	20 030 613
Prdts structurés & Alternatifs	2 000 000	-	-	2 000 000
SCPI	8 749 998	-	514 176	8 235 822
OPCVM, FCP et SICAV	81 069 372	18 744 869	11 264 448	88 549 793
Bons de capitalisation	45 038 700	5 275 181	791 735	49 522 145
<b>TOTAL</b>	<b>184 200 456</b>	<b>26 016 414</b>	<b>23 563 374</b>	<b>186 653 496</b>
<b>Dépréciations des Aut. titres imm.</b>	<b>A l'ouverture</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>A la clôture</b>
Actions	-	-	-	-
Obligations	59 139	282 207	206 207	16 861
Fonds obligataires	-	-	-	-
Prdts structurés & Alternatifs	-	-	-	-
SCPI	2 063 206	105 326	34 993	2 133 539
OPCVM, FCP et SICAV	-	-	-	-
Bons de capitalisation	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 004 067</b>	<b>387 533</b>	<b>241 200</b>	<b>2 150 400</b>



### 3.3- Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Les biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés s'élèvent à 17.937.139 €.

L'état des forces et des charges de la succession au jour du décès est établi à partir des informations chiffrées fournies par le notaire. Plusieurs catégories d'actifs sont distinguées parmi les legs à réaliser :

- Immeubles
- Assurance vie
- Mobiliers
- Titres en portefeuille

### 3.4- Créances reçues par legs et donations

Les créances reçues par legs et donations s'élèvent à 35.595.716 €.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Dans le cadre des legs et donations, les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés sont comptabilisés dans un compte spécifique de créances jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres, représentative de la date de disponibilité effective permettant la cession des titres et/ ou l'utilisation des fonds. Les créances reçues par legs ou donations sont à leur valeur vénale à la date d'effet de la comptabilisation de la libéralité sous-jacente.

### 3.5- État des Valeurs mobilière de placement

Certains placements sont également réalisés avec un objectif à plus court terme composés des SICAV monétaires pour 2.959.202 € et des comptes à termes pour 17.087.727 €, soit un total de 20.046.929 € de valeurs mobilières de placement.

### 3.6- État des capitaux propres

Les comptes de réserves et report à nouveau reprennent l'ensemble des ressources propres de l'ensemble des entités du périmètre.

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droits de reprise	85 471 468	-	-	-	85 471 468
Fonds propres avec droits de reprise	1 600 000	-	-	-	1 600 000
Réserves	192 755 157	2 088 555	-	-	190 666 602
Report à Nouveau	41 424 425	2 849 286	-	-	38 575 139
Excédent ou déficit de l'exercice	- 4 937 840	4 937 840	4 436 132	-	4 436 132
<b>Total situation nette</b>	<b>316 313 210</b>	<b>-</b>	<b>4 436 132</b>	<b>-</b>	<b>320 749 342</b>

### 3.7- Concours publics et subventions

Les subventions d'investissements correspondent principalement à des subventions reçues de la part de la Ville de Paris pour le financement des travaux de constructions du collège des Bernardins pour un montant de 14.598.133 €.

Avec le nouveau règlement ANC 2022-06, les reprises de quotes-parts de subventions ne sont plus comptabilisées en produits exceptionnels mais en produits d'exploitations.

	Montants Antérieurs	Reçues	Total	Reprises sur exercice	Montant résiduel
Subventions d'investissements VdP - Etat - Régions	16 126 875	14 473	16 141 348		16 141 348
Subventions reçues					
QP virées au compte de résultat	- 6 750 086	-	6 750 086	230 837	6 980 923
<b>TOTAL</b>	<b>9 376 789</b>	<b>14 473</b>	<b>9 391 263</b>	<b>- 230 837</b>	<b>9 160 425</b>



### 3.8- État des fonds dédiés et fonds reportés

	Fonds à engager début d'exercice	Augmentation Exercice	Utilisation Exercice	Fonds restant à engager en fin d'exercice	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Fonds dédiés Entretien du culte	5 660 986	512 326	603 587	5 569 725	
Fonds dédiés Chantiers du Cardinal	12 711 676	4 338 589	5 823 064	11 227 200	
Fonds dédiés Prêtres âgés et maison de retraite	3 643 887	104 174	150 000	3 598 060	940 000
Fonds dédiés des prêtres en difficultés	1 749 160	51 153	19 068	1 781 248	
Fonds dédiés Formation des prêtres, séminaires	1 360 614	17 259	406 528	971 345	
Fonds dédiés Constructions Nouvelles	434 688	-	-	434 688	434 688
<b>TOTAL</b>	<b>25 561 010</b>	<b>5 023 501</b>	<b>7 002 246</b>	<b>23 582 265</b>	<b>1 374 688</b>

	Fonds à engager début d'exercice	Augmentation Exercice	Utilisation Exercice	Fonds restant à engager en fin d'exercice
Fonds reportés liés aux legs et donations	40 262 307	12 524 278	21 771 110	31 015 476

Les fonds dédiés et reportés s'élèvent au 31.12.2025 à 54.597.741 € dont 6.359.886 € pour les paroisses, 48.088.333 € pour la Curie et 149.522 € pour les services.

Les fonds dédiés se décomposent de la manière suivante :

- Acquisitions, constructions, entretiens et travaux.
- Séminaires-Séminaristes-Formations
- Maisons de retraite des prêtres
- Maisons de retraite St Denis
- Soutiens des prêtres en détresse
- Succession Cardinal Lustiger
- Entraide Sacerdotales
- Nouvelles constructions

### 3.9- État des provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges	A l'ouverture	Dotations	Reprises	A la clôture
Provisions pour risques	484 179	318 577	254 218	548 538
Provisions pour charges sur legs et donations	211 923	-	1 666	210 257
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	393 935	13 354	52 271	355 018
<b>TOTAL</b>	<b>1 090 037</b>	<b>331 931</b>	<b>308 154</b>	<b>1 113 813</b>

Elles s'élèvent à 1.113.813 € dont 417.238 € pour les paroisses, 74.856 € pour les services et 621.719 € pour la Curie.

#### Indemnités de départ à la retraite

Une provision pour indemnités de retraite est constituée pour le personnel salarié des services centraux.

Cette provision est calculée charges sociales et fiscales incluses. Elle est déterminée en appliquant au calcul de l'indemnité conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses retenues pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont :

- calcul basé sur le salaire en fin de carrière ;
- calcul retenant les droits accumulés en fin de carrière, méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté ;
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière est basée sur la convention collective ;
- Départ volontaire ou à l'initiative du salarié ;



- Taux d'actualisation retenu : 3,60 % ;
- Taux moyen de charges sociales : Non Cadre et Cadre 56,55 % ;
- Taux moyen de revalorisation des salaires : 2,00 % ;
- L'indemnité au titre des engagements pour départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 1.181.074 € dont 547.287 € ont été provisionné dans les comptes de l'Association Diocésaine de Paris (dont 280.161 € pour la Curie, 74.856 € pour l'AGME et 192.269 € pour les paroisses)

### 3.10- État des créances et des dettes (selon leur échéance)

Actif immobilisé	Montant brut	A un an au plus	A plus d'1 an
Titres de participations	21 925 321		21 925 321
Prêts	2 457 683	650 000	1 807 683
Autres titres immobilisés	186 653 496		186 653 496
Autres immobilisations financières	58 475		58 475
<b>TOTAL</b>	<b>211 094 975</b>	<b>650 000</b>	<b>210 444 975</b>
Actif circulant	Montant brut	A un an au plus	A plus d'1 an
Créances clients et comptes rattachés	183 901	149 114	34 787
Créances reçues par legs et donations	35 595 716	34 451 971	1 143 744
Autres	4 337 254	4 134 954	202 300
Produits à recevoir	5 909 987	5 909 987	
Charges constatées d'avance	1 046 444	1 046 444	
<b>TOTAL</b>	<b>47 073 301</b>	<b>45 692 470</b>	<b>1 380 831</b>

#### Créances reçues par legs ou donations : 35.595.716 €

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Dans le cadre des legs et donations, les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés sont comptabilisés dans un compte spécifique de créances jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres, représentative de la date de disponibilité effective permettant la cession des titres et/ ou l'utilisation des fonds. Les créances reçues par legs ou donations sont à leur valeur vénale à la date d'effet de la comptabilisation de la libéralité sous-jacente.

Dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières	160 349		160 349	
Fournisseurs et comptes rattachés	4 518 409	4 518 409		
Personnel et comptes rattachés	1 973 360	1 973 360		
Dettes fiscales et sociales	3 918 145	3 918 145		
Dettes des legs et donations	21 368 869	8 599 594	12 769 275	
Dettes immobilisations	198 948	198 948		
Autres dettes	19 379 995	19 379 995		
Produits constatés d'avance	286 170	286 170		
<b>TOTAL</b>	<b>51 804 245</b>	<b>38 874 621</b>	<b>12 929 624</b>	<b>-</b>

#### Dettes des legs ou donations : 21.368.869 €

Les passifs qui correspondent aux dettes du testateur ou donateur, sont aussi isolés dans un compte spécifique « Dettes des legs ou donations ».



Charges à payer	Montant brut
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 154 053
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-
Dettes fiscales et sociales	2 811 976
Autres dettes	1 539 351
<b>TOTAL</b>	<b>5 505 381</b>

Produits à recevoir	Montant brut
Personnel et organismes sociaux	33 603
Autres créances, divers produits à recevoir	5 989 952
<b>TOTAL</b>	<b>6 023 555</b>

### 3.11-Résultat par périmètre

	Déficit	Excédent
Curie	- 6 897 588	-
Paroisses	-	2 957 548
Services Diocésains	-	8 376 173
<b>TOTAL</b>	<b>- 6 897 588</b>	<b>11 333 720</b>
<b>RESULTAT D'ENSEMBLE</b>	<b>4 436 132</b>	

## 4- NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

### 4.1- Répartition des produits d'activité

Les produits d'exploitation augmentent de 20,5 M€ et s'élèvent 120,16 M€.

Le denier de l'Église, première ressource avec environ 25,3 M€ collectés, est en hausse de 2%.

Les quêtes, offrandes et autres dons sans RF continuent d'augmenter (+3.04 M€) du fait du déploiement des bornes et des paniers connectés.

Les produits nets issus des legs pour leur part, se sont élevés à 25,3 M€ comparés à 17,6 M€ en 2024.

Dans les produits d'exploitation, ci-dessous les détails des rubriques :

#### Détail des dons manuels :

I.221 - Dons manuels	2025	2024
Denier de l'Eglise	25 691 118	25 147 269
Quêtes	14 735 355	12 471 638
Offrandes pour les cérémonies (casuel)	1 858 212	1 805 349
Offrandes des messes célébrées	1 060 694	1 056 620
Autres offrandes, enveloppes, dons, dons divers sans reçu fiscal	3 852 418	2 640 817
Dons divers avec reçu fiscal	8 295 067	8 785 328
<b>SOLDE DE LA RUBRIQUE</b>	<b>55 492 864</b>	<b>51 907 022</b>

**Legs et donations :**

<b>I.223 - Legs, donations et assurances vie</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>PRODUITS</b>		
Montant perçu au titre des legs, donations et d'assurances-vie	13 319 442	36 389 330
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	9 502 444	10 106 783
Reprise des dépréciations d'actif reçus par legs ou donations destinés à être cédés	1 651 539	0
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	22 046 430	16 190 100
<b>CHARGES</b>		
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-8 669 288	-9 902 205
Dotation aux dépréciations d'actif reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	-1 651 539
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	-12 524 278	-33 576 297
<b>SOLDE DE LA RUBRIQUE</b>	<b>25 326 289</b>	<b>17 556 172</b>

Cette rubrique présente les produits nets des charges afférentes aux legs, donations et assurances-vie et regroupe :

Les produits liés aux legs, donations et assurances-vie :

- Le montant perçu au titre d'assurances-vie ;
- Les produits « legs ou donations » ;
- Le prix de vente des biens reçus destinés à être cédés ;
- La reprise des dépréciations d'actifs reçus destinés à être cédés ;
- L'utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations.

Les charges liées aux legs et donations :

- La valeur nette comptable des biens reçus destinés à être cédés ;
- La dotation aux dépréciations d'actifs reçus destinés à être cédés ;
- Le report en fonds reportés liés aux legs ou donations

**Autres produits**

<b>I.5 - Autres produits et transferts de charges</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Troncs	5 375 301	1 335 098
Offrandes pour revues, publications paroissiales, etc.	129 956	81 335
Offrandes pour les cierges	7 616 138	6 839 490
Journées d'amitié, fêtes & manifestations diverses, pèlerinages, catéchèse...	1 740 032	1 814 034
Aumôneries, ministère d'enseignement, autres reversements	100 451	109 597
Ressources diverses clergé (Aumônerie-Formations-Ministères)	0	432 376
Pensions CAVIMAC & retraites perçues ou reversées	0	390 643
Produit divers de gestion courante	338 920	130 462
Remboursements d'assurances	647 323	0
Remboursements de quote-parts de charges deniers et legs	12 395	13 743
Transfert de Charges d'exploitation	0	2 214 056
<b>SOLDE DE LA RUBRIQUE</b>	<b>15 960 515</b>	<b>13 360 835</b>

**4.2- Charges d'exploitation**

Les charges d'exploitation augmentent de 8,5 M€ et s'élèvent à 119,8 M€. Les charges d'exploitation regroupent principalement deux postes : le traitement du clergé et la rémunération des laïcs (43,4 M€, soit 36% des charges de fonctionnement) et les charges d'énergies, de fournitures et autres achats et charges externes (42,1 M€).

Le 3<sup>e</sup> poste concerne les aides financières versées à des associations, poste qui s'élève à 14,6 M€ (contre 12,1 M€ en 2024) : on y trouve les versements pour l'École Cathédrale (formation des séminaristes), la formation permanente des prêtres, l'EHPAD Marie-Thérèse et la Maison Chateaubriand (prêtres âgés), les aumôneries d'étudiants, la pastorale Enfance-Adolescence mais également la contribution à l'UADF, le soutien aux diocèses les plus fragiles de la PEP ou des versements au bénéfice de la nouvelle Évangélisation.



#### 4.3- Résultat financier

Le résultat financier est en diminution de 6,95 M€ à 4,90 M€.

III - PRODUITS FINANCIERS	2025	2024
Des titres de participations	346 872	1 089 668
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	5 074 566	5 502 577
Autres intérêts et produits assimilés	28	964
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	685 073	1 892 789
Différences positives de change	6	9 911
Produit des cessions d'immobilisations financières	0	5 858 727
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	11 178 566	247 696
<b>TOTAL III</b>	<b>17 285 111</b>	<b>14 602 331</b>
IV. CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	626 207	857 019
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	387 533	916 353
Différences négatives de change	19 280	14 962
Valeur comptable des immobilisations financières cédées	11 352 532	5 841 630
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	18 378
<b>TOTAL IV</b>	<b>12 385 552</b>	<b>7 648 342</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER</b>	<b>4 899 559</b>	<b>6 953 989</b>

#### 4.4- Résultat exceptionnel

Du fait du nouveau règlement ANC n°2022-06, le résultat exceptionnel est en baisse de – 0,67 M€ et s'élève à 0,0 M€.

V. PRODUITS EXCEPTIONNELS	2025	2024
Sur opérations de gestion :		
Produits divers de gestion courante	0	862 032
Dons Barnabé reçus	0	0
Dons exceptionnels-Associations	0	288 940
Subventions patrimoine	0	0
Sur opérations en capital :		
Quote-part de subventions d'investissement virée au compte de résultat	0	445 744
Produits cessions des immobilisations corporelles	0	22 000
Produits exceptionnels divers	0	57 846
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges :		
Reprises sur provisions pour dépréciations exceptionnelles	0	74 980
<b>TOTAL V</b>	<b>0</b>	<b>1 751 541</b>
VI. CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion :		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion & exercices antérieurs	8 481	626 317
Subvention propriétaire canonique	0	4 854
Barnabé versés	0	385 000
Sur opérations en capital :		
Valeur comptable des immobilisations corporelles cédées	0	40 838
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions :		
Reports en fonds dédiés	0	0
Dotation aux amortissements exceptionnels	0	14 498
<b>TOTAL VI</b>	<b>8 481</b>	<b>1 071 508</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-8 481</b>	<b>680 033</b>



## 5- AUTRES INFORMATIONS

### 5.1- Contributions Volontaires en Nature

Pour mener à bien ses missions, le diocèse de Paris s'appuie sur un grand nombre de bénévoles.

L'association n'a pas été en mesure de valoriser son bénévolat dont l'effectif a subi d'importantes fluctuations au cours de l'exercice.

La Conférence des Evêques de France a par ailleurs émis une première recommandation pour la présentation de la contribution des bénévoles (CVN), introduite par le Nouveau Règlement comptable 2018-06 applicable à compter de 2020. Son analyse conduit à ne pas comptabiliser les missions bénévoles, mais à donner éventuellement une information dans l'annexe des comptes annuels sur le nombre de bénévoles œuvrant dans des missions de support régulières pour les curies des Associations Diocésaines

Au 31 décembre 2025, le nombre de bénévoles, pour la DGAE est estimé à 151 bénévoles missionnés.

Le diocèse de Paris a reçu pour l'année 2025 des dons et prestations en nature évalués à un coût de revient de 170 918 € venant de 3 mécènes. Il s'agit de prestations tel que :

- Du conseil et accompagnement stratégique pour l'organisation de la cérémonie d'ouverture de la cathédrale ND de Paris ainsi que de l'ensemble des événements qui ont célébré et accompagné cette réouverture
- La maintenance des installations électriques et une assistance à la formation sur les matériels électriques de la cathédrale ND de Paris
- Une statue en plâtre de la Vierge pour la cathédrale ND de Paris

### 5.2- Effectifs

Les effectifs de l'association sont :

- Laïcs : 197 salariés (50 hommes et 147 femmes) pour les services centraux du diocèse, dont 98 cadres et 99 employés
  - Prêtres : 489 prêtres incardinés à Paris dont 111 âgés de plus de 75 ans, 3 évêques, 37 séminaristes dans les maisons de séminaire de Paris, 54 prêtres étudiants étrangers, 10 propédeutes.

### 5.3- Commissaires aux comptes

Suivant le décret n°2008-1487 du 30 décembre 2008, relatif aux commissaires aux comptes qui transpose la directive 2006/43/CE portant sur les honoraires des CAC au cours de l'exercice, les honoraires 2025 concernant la mission de commissariat aux comptes ont été comptabilisés pour 132.108 € HT.

Honoraires des commissaires aux comptes	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Honoraires afférents à la certification des comptes	132 108	na
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes	-	na
<b>TOTAL</b>	<b>132 108</b>	<b>na</b>

### 5.4- État des engagements reçus et donnés

#### Engagements donnés

Pour permettre la mise en place d'emprunts nécessaires au financement d'opérations immobilières initiées par différentes structures du Diocèse, l'Association Diocésaine de Paris a été amenée à émettre des lettres d'intention et des cautions dont l'encours au 31 Décembre 2025 s'élève à 17.261.555 €.

Le montant global en cours au 31 décembre 2025 des engagements de souscription de parts de fonds commun de placement et de fonds de titrisation donné par l'ADP s'élève à 68.466.771 €.

### Engagements reçus

Le montant global au 31 décembre 2025 des engagements reçus de la part de l'AIDP et de l'AILF en échange des apports de titres de SCI avec droit de reprise s'élève à 115.567.527,60 €.

### 5.5- Congrégations sous couverture de l'Association Diocésaine

Certaines congrégations religieuses ne disposant pas de personnalité juridique propre sont placées sous la couverture de l'Association Diocésaine pour des démarches administratives limitées.

Ces entités conservent une autonomie complète de gestion et de fonctionnement, notamment en matière financière et comptable. L'Association Diocésaine n'exerce aucun contrôle sur leurs activités ni sur leurs comptes.

En conséquence, ces congrégations ne sont pas intégrées dans les comptes de l'Association Diocésaine. Le montant de leurs comptes bancaires ouverts sous couvert de l'ADP représentait 2,8 M€ à fin 2025.

En revanche, ces congrégations effectuent, de manière volontaire, des dépôts de fonds auprès de l'Association Diocésaine afin de bénéficier de son expertise en matière de gestion financière. Ces fonds sont inscrits à l'actif de l'Association Diocésaine sous la rubrique « Immobilisations financières » en contrepartie, au passif, de la rubrique « Autres dettes » envers les entités concernées. Au 31/12/2025, le montant desdits dépôts s'élève à 3,8 M€.

Notons, que ces dépôts n'emportent aucun transfert de responsabilité ni de pouvoir de décision de l'Association Diocésaine sur la gestion des congrégations concernées.

### 5.6- Communautés catholiques étrangères

En ce qui concerne les communautés étrangères, ces dernières effectuent, de manière volontaire, des dépôts de fonds auprès de l'Association Diocésaine afin de bénéficier de son expertise en matière de gestion financière. Ces fonds sont inscrits à l'actif de l'Association Diocésaine sous la rubrique « Immobilisations financières » en contrepartie, au passif, de la rubrique « Autres dettes » envers les entités concernées. Au 31/12/2025, le montant desdits dépôts s'élève à 8,4 M€.

### 5.7- État séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger (\*)

Etat du contributeur	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
Etats-Unis	167 575
Royaume-Uni	91 032
Suisse	76 697
Allemagne	27 321
Belgique	17 508
Canada	17 321
Luxembourg	15 967
Italie	10 901
Pays-Bas	10 839
Espagne	10 216
Australie	7 899
Monaco	7 820
Irlande	6 771
Portugal	6 103
Liban	5 558
Mexique	3 792
Autriche	2 966
Brésil	2 671
Pologne	2 660
Japon	2 627
Danemark	2 434
Hong Kong	2 189
Chine	2 058



Etat du contributeur	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
Suède	2 041
Singapour	1 363
Nouvelle-Zélande	1 125
République tchèque	1 048
Argentine	994
Norvège	942
Roumanie	754
Corée du Sud	752
Kenya	748
Taiwan	671
Colombie	627
Inde	627
Hongrie	581
Chili	566
Grèce	554
Estonie	522
Émirats Arabes Unis	487
Afrique du Sud	469
Ukraine	466
Finlande	427
Israël	371
Lituanie	367
Kazakhstan	360
Slovaquie	322
Pérou	318
Thaïlande	314
Philippines	301
Croatie	281
Lettonie	260
Malaisie	245
Chypre	228
Bulgarie	204
Uruguay	202
Madagascar	200
Sénégal	200
Costa Rica	188
Turquie	183
Slovénie	166
Malte	159
Guatemala	157
Panama	135
République dominicaine	126
Puerto Rico	124
Indonésie	121
Islande	121



Etat du contributeur	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
Serbie	121
Équateur	110
Maroc	103
Géorgie	102
Bosnie-Herzégovine	100
Maurice	82
Biélorussie	75
Arménie	74
Bermudes	70
Kirghizistan	63
Viêt Nam	62
République démocratique du Congo	55
Trinité-et-Tobago	55
Fédération de Russie	50
Qatar	50
Iles Cayman	47
Tadjikistan	43
Zambie	42
Honduras	41
Azerbaïdjan	37
Arabie Saoudite	36
Andorre	33
Moldavie	32
Égypte	25
Nicaragua	20
République de Corée	20
Saint-Marin	20
Paraguay	18
Côte d'Ivoire	12
Bahamas	10
Bahreïn	10
Bangladesh	10
Îles Cook	10
Nigeria	7
Ouzbékistan	7
Mozambique	5
Oman	5
Salvador	5
Gabon	3
Albanie	2
Venezuela	2
Macédoine	1
Tunisie	1
<b>TOTAL</b>	<b>524 017</b>

\* La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'Association Diocésaine de Paris doit établir en application de l'article 434-1 du règlement n°2022-04 de l'ANC, est mise à disposition du public au siège de l'Association Diocésaine de Paris, situé au 10 rue du Cloître Notre Dame 75004 Paris.